

france

50 FRANCS

nouvelle

Directeur politique : François BILLOUX
membre du Bureau Politique, député
No 684 — Du 4 au 10 décembre 1958

SEPTENNAIRE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

« ÉCARTER CE QUI DIVISE S'UNIR POUR DÉFENDRE LES LIBERTÉS »

(Le Bureau Politique du Parti Communiste Français.)



Ivry, dimanche soir : Maurice Thorez est élu

Dans ce numéro

Essai sur la structure de la classe ouvrière et son évolution récente
par André BARJONET
Page 9

Chômage : La jeunesse, première touchée
Pages 12-13

Chine : Ce que représentent les Communes populaires
par LI SHIEN-NIEN
membre du Bureau Politique du P.C.C.
Page 17

Pour masquer le visage du capital : Une caricature de la nation
par Jean MEUNIER
Page 4

L'U.N.R. est à l'extrême droite
par J.-P. KAYSER
Page 4

Algérie : Parodie électorale
par Jean BENECH
Page 5

S.F.I.O. : La trahison ne paie pas
par René BENHAMOU
Page 6

Assurance-chômage : Ou en sommes-nous ?
par Marcel CAILLE
Dans les H.L.M. une amicale est née
Page 10

Pour le développement de l'éducation physique et du sport
Page 11

A propos des élections corporatives
par Jean BRETEAU
Page 14

Sahara : Le code pétroulier
par P. DAUTRICHE
Page 16

Irak : Lettre de Bagdad sur la démocratie et l'unité arabe
par Zyade RACHID
Page 18

Notre enquête sur les arts plastiques : La sculpture en danger
par Roland DESNE
Page 21

Au Théâtre du Châtelet : Danseurs et chanteurs de la Volga
par André DOLLENS
Page 22

Les livres : « Les Chercheurs » de Daniel GRANINE
Une critique de Michel APELMULLER
Page 24

Travailler à l'union

par François BILLOUX.

CAMARADES et amis lecteurs de « France Nouvelle », nous vous demandons de faire connaître largement autour de vous l'appel ci-dessous du Bureau politique du Parti Communiste Français. Vous êtes des dizaines de milliers. Ce sont donc des centaines de milliers de personnes qui pourront être touchées grâce à vos démarches.

Parmi vos compagnons de travail et vos voisins d'habitation, il se trouve certainement des hommes et femmes aux opinions très diverses. Quelle que soit la façon dont ils ont voté les 23 et 30 novembre, il est intéressant de parler avec eux du moment qu'ils ne vivent pas du travail d'autrui. Si ce sont des électeurs communistes, engagez-les à rejoindre le Parti Communiste, ce que vous ferez aussi vous-même au besoin pour donner encore plus de force au principal bastion des forces démocratiques.

Si ce sont des électeurs socialistes, vous leur montrerez dans quelle aventure les ont conduits leurs dirigeants Guy Mollet et Gaston Defferre, par leurs trahisons successives et leur anticommunisme forcené. Ne vont-ils pas manger, maintenant, les fruits amers de cet anticommunisme que leurs dirigeants ont cultivé depuis plus de dix ans ?

Si ce sont des électeurs de l'Union des forces démocratiques, de l'Union de la gauche socialiste, vous leur direz que leurs groupements et leurs dirigeants paient, par un échec, le refus obstiné à pratiquer l'union sans exclusive et sans réticence de toutes les forces républicaines. Qu'est-il advenu, par exemple, dans toute cette affaire, de la belle assurance de « France Observateur », qui n'avait d'égalé que le manque d'esprit de responsabilité de ses inspirateurs ?

Si ce sont des électeurs de l'U.N.R., il est nécessaire de savoir quel est le motif qui les a fait trébucher et tomber dans le panneau démagogique des Soustelle et Debré ? Leurs déceptions ne vont pas tarder. Elles seront d'autant plus grandes que leurs illusions l'auront été aussi. Leur prise de conscience de la vérité sera d'autant plus rapide que les Communistes et leurs amis les aideront à retrouver la bonne voie.

Grande et principale force républicaine du pays, le Parti Communiste, avec ses militants et ses amis, a la tâche de rassembler tous les démocrates français pour assurer la défaite de la réaction fascisante. Que nos lecteurs et lectrices de « France Nouvelle » soient parmi les meilleurs dans l'organisation de ce rassemblement indispensable.

UN APPEL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS aux travailleurs, à tous les Républicains

LES premier et deuxième tours des élections législatives ont confirmé la progression inquiétante des forces ultra-réactionnaires et fascisantes symbolisées par l'U.N.R. de Soustelle, Debré et Chaban-Delmas.

Cette poussée trouve son origine dans un courant chauvin et antidémocratique qui a amené de nombreux Français, justement soucieux de la grandeur et de l'avenir national, à chercher réponse à leurs inquiétudes dans les groupements d'extrême-droite patronnés par De Gaulle, en oubliant qu'ils sont les mandataires directs de la grande bourgeoisie responsable de la décadence française depuis onze ans, pour ne pas parler de l'avant-guerre.

La victoire de ces forces ultra-réactionnaires a été rendue possible par la politique des dirigeants socialistes qui, d'une part, ont cultivé et attisé le courant chauvin, comme le prouve la politique de Guy Mollet en Algérie et à Suez, qui, d'autre part, ont entretenu, par leur anticommunisme, la division des forces ouvrières et démocratiques, et qui, enfin, n'ont pas hésité, lors des élections elles-mêmes, à conclure les alliances les plus immorales avec la pire réaction, avec l'U.N.R. de Soustelle.

Le résultat des élections atteste donc de la gravité du péril pour le pays.

Mais le Parti Communiste, obtenant près de quatre millions de voix sur les noms de ses candidats au premier tour, et enregistrant un gain de près de cinq cent mille voix au deuxième tour, apparaît nettement comme le bastion indestructible de la démocratie et du progrès social.

Le système électoral choisi par De Gaulle réduit la représentation parlementaire communiste à dix députés, alors que l'U.N.R. de Soustelle, avec moins de voix, obtient 188 sièges.

Ce mode de scrutin défavorise d'ailleurs l'ensemble des forces démocratiques et fait que le pays a une Assemblée dans laquelle il ne se reconnaît pas, une Assemblée où les partis ultras feront la loi.

Dans la situation nouvelle née des élections, le Parti Communiste, fort de la confiance inébranlable de quatre millions de Français et de Français, fait appel aux travailleurs, ouvriers et paysans, à tous les républicains, quel que soit leur parti. Il leur demande d'écarter ce qui peut les diviser, de s'unir pour défendre la liberté.

C'est la division des forces ouvrières et démocratiques, entretenue par les dirigeants socialistes et radicaux, qui a permis les victoires de la réaction fascisante. C'est l'union des masses populaires qui leur infligera la défaite.

Le Parti Communiste, qui ambitionne de rendre à la France sa grandeur matérielle, son rayonnement spirituel et moral, une place d'avant-garde dans le domaine social, suivant toute sa vocation démocratique et pacifique, demande avec insistance aux socialistes, aux démocrates de toutes tendances de tirer du résultat des élections la leçon qui s'impose.

Il faut, de toute urgence, que les forces opposées à la dictature et au fascisme s'unissent pour faire prévaloir la politique que le pays attend.

Il faut sauver les libertés, reconquérir la démocratie où la voix du peuple sera déterminante, et non plus le bon plaisir d'un homme.

Il faut imposer la négociation en Algérie et la paix.

Il faut assurer un niveau de vie décent aux travailleurs.

Il faut utiliser les milliards dépensés pour la guerre à des investissements civils en vue d'écarter la crise économique.

Il faut assurer l'épanouissement de la culture française et la sauvegarde de l'école publique.

Il faut, à l'extérieur, une véritable politique nationale déterminée exclusivement par les intérêts du pays.

Une telle politique démocratique ne peut être menée à bien que par les Français et les Françaises qui, dans les villes et les villages, les usines, les bureaux et les universités, assurent, par leur labeur, la grandeur même de la patrie.

C'est à eux tous que nous demandons de s'unir et de lutter afin que les forces réactionnaires et obscurantistes soient contenues, puis refoulées.

Le Parti Communiste, qui est apparu plus que jamais comme la grande force républicaine du pays, s'adresse à l'ensemble des démocrates français pour que, dans l'union, soit préparée la victoire de demain.

**Le Bureau Politique
du Parti Communiste Français.**

Paris, le 2 décembre 1958.

Pour masquer le visage du capital

UNE CARICATURE DE LA NATION

POURQUOI cette nouvelle Assemblée mérite-t-elle si bien le qualificatif de « la plus réactionnaire » jamais connue sous la République ? Qui donc entrera dans l'hémicycle du Palais Bourbon en la personne de ces 188 députés étiquetés U.N.R., 120 « Indépendants » et quelques dizaines d'autres réactionnaires plus ou moins avoués ?

En fait, le 9 décembre, les représentants des forces les plus réactionnaires du capital financier mettront la haute main sur le Parlement. Avec eux, les éléments ultra-chauvins et colonialistes achèveront de donner à cette Assemblée son caractère.

Il faut, en effet, y ajouter les 71 « députés » d'Algérie, désignés dans les conditions que l'on sait, qui donneront aux formations réactionnaires de la métropole l'appoint de voix qui leur assure une majorité confortable. Nous examinons par ailleurs dans cette page les attaches, le passé et les objectifs des « hommes nouveaux » qui entreront mardi dans l'hémicycle sous la bannière à croix de Lorraine.

Les intentions de ces gens et l'utilisation qu'ils entendent faire du scrutin du 30 novembre reposent entièrement dans cette déclaration de Léon Delbecq, du Comité de Salut public d'Alger et député U.N.R. :

« Je considère, en ce qui me concerne, que ce que nous avons fait le 13 mai pour la République et pour le général De Gaulle a été pleinement ratifié par la nation. »

L'opération « Croix de Lorraine »

Mais cette Assemblée a bien d'autres raisons de susciter l'appréhension des Français. Résumons en peu de mots les objectifs essentiels que se sont fixés les hommes de la majorité.

— Poursuite accentuée de la guerre d'Algérie sans aucune perspective de règlement négocié, au nom bien entendu du slogan de « l'Algérie française ».

— Offensive généralisée contre les droits sociaux des travailleurs et leurs conquêtes démocratiques (comités d'entreprise notamment) sous l'enveloppe empoisonnée de l'association « Capital-Travail », nouvelle formule.

— Consolidation du « pouvoir fort » par tous les moyens — ils sont illimités — fournis par la Constitution du 28 septembre, ouvrant la possibilité de porter atteinte aux libertés démocratiques.

D'autre part, le fait qu'un nombre important de citoyens Français — qu'on ne peut raisonnablement classer « réactionnaires » ou « fascistes » au même titre, par exemple, qu'un Soustelle, un Baylot, un Delbecq ou un Le Pen — ont voté pour les listes U.N.R. ou « Indépendants » mérite qu'on s'y arrête.

Au lendemain du référendum, le Comité Central du Parti Communiste Français soulignait opportunément « les grandes illusions régnant dans les masses au sujet de De Gaulle, de son passé, de sa politique présente et à venir, illusions entretenues et développées par l'attitude même du Président du Conseil, par ses silences et ses ambiguïtés, illusions que nous ne sommes pas parvenus à détruire totalement par notre propagande. »

Il est évident qu'une telle appréciation reste en grande partie valable pour expliquer le nombre de suffrages qui se sont portés sur des candidats se réclamant de De Gaulle. Tout en se défendant de voir son nom utilisé « à des fins électorales » le général s'est prêté en fait à l'opération croix de Lorraine dont les candidats les plus inattendus (des socialistes aux pires relents de la collaboration) se sont réclamés.

Faut-il rappeler que l'extraordinaire propagande anticommuniste qui présidait à cette campagne électorale n'a fait qu'assurer la continuité du climat politique entretenu par la réaction et ses complices au cours des 12 dernières années ?

Certes, les illusions ne manqueront pas de se lever avec l'expérience soutenue par les explications mesurées mais convaincantes des communistes. Il reste cependant dans l'immédiat que la base électorale qui a porté au Parlement une majorité réactionnaire

contribue à accentuer le danger en le rendant plus proche.

Et la classe ouvrière ?

Un dernier aspect enfin renforce les traits réactionnaires et fascistes du nouveau Parlement. Le truquage électoral s'ajoutant aux réalités politiques objectives accentue la défiguration de la représentation nationale. Le fait est si évident que les plus ultras le reconnaissent.

Système électoral de voleurs, le « scrutin d'arrondissement » a si bien travaillé qu'il a broyé ceux-là mêmes qui étaient parmi ses plus chauds partisans : le parti radical notamment et la S.F.I.O. Mais destiné surtout à écraser la représentation de la classe ouvrière, le scrutin majoritaire visait en premier lieu le Parti Communiste Français.

Osera-t-on soutenir que cette Assemblée est à l'image de la France quand

- un élu communiste représentera 388.220 Français.
- un élu U.N.R. représentera 19.169 Français.
- un « Indépendant » représentera 23.460 Français.
- un M.R.P. représentera 42.235 Français.
- un radical représentera 75.630 Français.
- un socialiste représentera 79.180 Français.

En conséquence, la composition sociale de l'Assemblée elle-même est devenue une caricature de la Nation.

Un premier examen des « nouveaux élus » confirme l'élimination quasi totale des députés ouvriers.

— Cinq seulement dans la nouvelle Assemblée (1) (tous communistes), contre 66 en 1956 (dont 54 communistes).

C'est bien naturel, puisque le mode de scrutin élimine la représentation ouvrière des centres industriels.

Les « chefs d'entreprise », par contre, y pullulent (46 avoués, dont 5 industriels et 8 administrateurs de sociétés), ainsi que les « cadres » (60 avoués), les « professions libérales » (148). On y trouve 8 militaires de carrière (en activité ou à la retraite). Des anciens préfets (comme Baylot) se font étiqueter « fonctionnaires ». Et, s'il y a 53 « agriculteurs », dont quelques hobereaux, on ne rencontre que deux ouvriers agricoles.

La même anomalie se retrouve pour la représentation féminine. Six femmes seulement siégeront au Palais-Bourbon (elles sont plus de 50 % de la nation) contre 19 élues le 2 janvier 1956. Il est vrai que sur ces 19, 15 étaient communistes.

Encore doit-on ajouter qu'une élue comme Mme la baronne Ayme de la Chevrière, « exploitante agricole », ne présente guère de garanties pour la défense des droits de « SES » ouvrières agricoles des Deux-Sèvres.

Ainsi, c'est essentiellement l'élimination par truquage des élus du Parti Communiste qui dénature le visage de ce Parlement, tant il est vrai que chair de la chair de la Nation, on ne peut l'écartier de la représentation nationale sans défigurer la Nation elle-même.

Valable hier, aujourd'hui et demain

A la veille du 13 mai, empêtrée dans « une guerre imbécile et sans issue », face à face avec un courant

(1) Chiffres du ministre de l'Intérieur.

populaire hostile à la poursuite de cette guerre, la grande bourgeoisie ne voyait plus de moyen d'en sortir « dans le cadre de sa propre légalité ». Utilisant alors le coup de force des colonialistes et des chefs militaires d'Algérie, s'appuyant sur les sentiments chauvins latents dans une partie importante de la population française, et se servant comme d'un drapeau du nom d'un général sur lequel bien des illusions n'ont pas été levées, elle est entrée consciemment dans la voie du pouvoir autoritaire, la voie qui mène au fascisme.

Pour que sa légalité « ne la tue pas », elle a jeté par-dessus bord l'essentiel des institutions démocratiques bourgeoises, réduisant du même coup la représentation populaire, ses droits et ses libertés. La Constitution fixe le nouveau cadre de l'exercice des pouvoirs considérables de l'Exécutif et les possibilités quasi nulles du Parlement.

Les conditions d'élection de l'Assemblée et sa structure témoignent du caractère antidémocratique, non seulement du mode de scrutin, mais de l'utilisation des grands moyens modernes d'information (radio, cinéma, presse) qui firent de certains candidats de véritables candidats officiels au détriment des forces d'opposition. Tout porte à croire que les ambitions des maîtres du jour ne sauraient s'arrêter là.

Il n'entre pas dans l'objet de cet article de développer longuement sur les origines d'une telle dégradation de la démocratie bourgeoise. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Sans remonter à 1947, date d'éviction des ministres communistes, on ne peut passer sous silence le fait que la désaffection certaine d'une partie de la population envers le régime parlementaire a pour origine l'abandon par les partis socialiste et radical de leurs promesses du 2 janvier 1956.

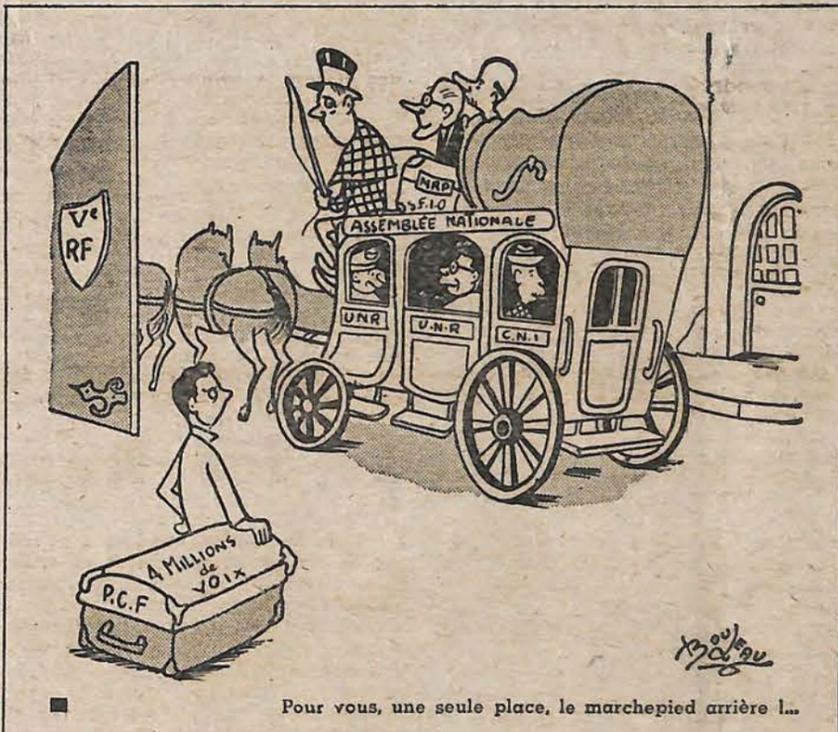
Peut-on oublier qu'en s'intégrant dans le grand concert anticommuniste les chefs de ces formations se réclamant de la gauche ont contribué, pour une large part, à précipiter la démoralisation dans les rangs républicains ? En favorisant la campagne antiparlementaire des ultras, en déniaut au Parti Communiste la place qu'il tient glorieusement au premier rang des défenseurs de la démocratie, ces hommes ont empêché que soit stoppé à temps l'engrenage qui les broie aujourd'hui.

Mais l'histoire du mouvement ouvrier du dernier quart de siècle nous enseigne aussi que les tentatives de fascisation, si elles sont un signe de faiblesse relative des forces démocratiques, sont également un signe de faiblesse de la grande bourgeoisie.

Ces enseignements guident les communistes, force principale de l'opposition républicaine. Ils savent que l'unité de la classe ouvrière et le rassemblement autour d'elle des forces démocratiques sont le gage de la reconquête de la démocratie comme ils étaient hier le seul moyen de faire barrage au pouvoir personnel.

Le Parti Communiste Français, ses militants forts de l'accroissement du nombre des suffrages communistes le 30 novembre, feront en sorte, au Parlement comme dans le pays, que ce rassemblement se réalise le plus vite possible.

Jean MEUNIER.



Pour vous, une seule place, le marchepied arrière !..

L'information dirigée de M. SOUSTELLE n'y fera rien :

L'U. N. R. EST A L'EXTRÊME DROITE

ET si nous soulevons le rideau... Le rideau qui cache pudiquement le contenu et les idées de l'Union de la Nouvelle République et de ses dirigeants.

Car, pour l'instant, le chef des machinistes n'a pas encore donné l'ordre. Le décor n'est pas réjouissant, le rideau est plus agréable. Mais nous devons en savoir plus.

Ce qui éclate, dans les commentaires officiels, c'est que l'U.N.R. n'est pas à droite, ni même au centre, mais au centre gauche.

Par un coup de baguette magique, les hommes de droite et d'extrême droite se retrouvent au centre. Si nous nous laissons prendre aux graphiques, jamais une majorité de gauche n'aurait été si puissante. Et pourtant...

Pourtant la réalité est tout autre. D'abord, il y a les hommes — et quels hommes ! — qui vont pénétrer dans quelques jours dans les locaux renouvelés de l'Assemblée Nationale.

Hommes du centre gauche, sans doute, que Soustelle, Delbecq, Neuwirth, Chaban-Delmas, Biaggi, Arrighi, pour n'en nommer que quelques-uns ?

Etiquette nouvelle, certes ! Mais est-ce suffisant pour changer de politique ?

Leur politique, ils ne veulent pas, aujourd'hui encore, la dévoiler. Ils s'abritent derrière le président du Conseil qui, lui non plus, d'ailleurs, ne peut trouver de solutions conformes à l'intérêt national.

Les intérêts que l'U.N.R. doit défendre ne sont pas ceux de beaucoup de ses électeurs trompés. Des Vendroux, des Delbecq, des

Motte et des Thomazo défendent leurs propres intérêts d'industriels, de gros propriétaires fonciers et de colonialistes. Il ne peut en être autrement. C'est dire combien les menaces contre les salariés vont être grandes maintenant que l'U.N.R. et ses alliés, les indépendants et les « élus » algériens, disposent d'une large majorité à la nouvelle Chambre.

La politique de l'U.N.R. en matière économique et sociale, malgré la démagogie électorale, ne pourra qu'accentuer les difficultés de l'ensemble du peuple. « Nous ne sommes pas pour une politique de réaction sociale », disent ses chefs au lendemain de la consultation, réaffirmant que l'U.N.R. serait bien au centre, et non à droite. Soustelle et le Comité

J.-P. KAYSER.

suite page 5

Central de l'U.N.R. rejettent pendant encore un certain temps, la responsabilité de tout ce qui ne va pas sur « l'ancien système ». Mais le moment viendra où le voile se déchirera.

La victoire électorale de l'U.N.R. va permettre à ses élus de continuer la guerre d'Algérie pour l'intégration. Le mot d'ordre « Algérie française » va retentir avec violence à l'Assemblée Nationale, repris par Lagarrade, élu d'Alger, qui, le 13 mai, avec l'assentiment de Soustelle, monta à l'assaut du gouvernement général.

La guerre se poursuivra; des jeunes Français poursuivront la guerre contre le peuple algérien et toute solution pacifique négociée sera combattue, battue en brèche par la majorité colonialiste.

Car l'U.N.R., avec ses Thomazo, ne négociera pas la paix avec les combattants algériens, ses intérêts sont tout autres. Ils sont en contradiction avec ceux du peuple français et du peuple algérien.

Et il en sera de même pour toute sa politique.

Les yeux s'ouvriront. Les duperies s'effaceront et il faudra alors, contre la montée de la colère populaire, animée par le Parti Communiste représentant la masse de ses quatre millions d'électeurs, sauvegarder tous les intérêts égoïstes des capitalistes et des colonialistes.

Les dispositions sont déjà prises par la Constitution. Des actes sont déjà commis, à titre d'exemple, sans doute.

Blaggi arrosait son élection avant même qu'elle ne fût proclamée, en attaquant personnellement, à la tête de ses nerfs, le siège d'une des sections communistes du XIII^e arrondissement de Paris, et promet de revenir, mais « cette fois avec des mitraillettes ».

Mais pour l'heure, les fascistes se préoccupent d'implanter leur organisation. A la tête de l'U.N.R., nous savons que les animateurs des Comités de Salut Public siègent en bonne place.

Le colonel Trinquier, qui voisinait avec Delbecq et Neuwirth au Comité de Salut Public d'Alger, révélait ses méthodes approuvées alors :

« Ce que nous devons faire ici, c'est organiser la population de haut en bas. Dites que je suis un fasciste, mais nous devons rendre la population docile, facile à conduire. »

Cette indication reste certainement la méthode retenue par les dirigeants de l'U.N.R., même s'ils font aujourd'hui des déclarations lénifiantes.

« Le pays doit s'organiser. Jusqu'à maintenant, il y avait trop de partis et nous sommes la première grande force nationale et républicaine », disait Delbecq le 1er décembre à Lille, et comme le « système » qu'il condamnait était celui des partis, sa déclaration ambiguë de lundi ne signifierait-elle pas toujours qu'il faut les détruire pour n'en laisser qu'un : l'U.N.R. ?

Soustelle, dans un autre style, déclarait qu'il n'y avait qu'un parti national, avec diverses tendances, contre le Parti Communiste.

Habilement, le parti fasciste cherche à étendre son emprise. Il n'en est encore, ouvertement, qu'au stade psychologique; mais les colonels l'ont amplement démontré, l'action psychologique a un but pratique : mettre la population en condition...

Bien naïfs ceux qui oublieraient aujourd'hui comment a agi Soustelle. Le R.P.F. avait ses groupes de choc, il avait même quelques groupes dans des entreprises. Il a créé un réseau clandestin de Comité de Salut Public en Algérie, qui ont vu le jour au moment venu. En France, il en était de même, devant la division des forces républicaines, Soustelle n'a pas eu besoin de les faire apparaître au jour, mais il n'a certes pas dit son dernier mot.

Parti fasciste qui revendique 280 mille adhérents, l'U.N.R. l'est par sa démagogie, son nationalisme, par les intérêts qu'elle défend par ses hommes et son organisation encore cachée.

Devant le danger, des républicains se sont ressaisis dimanche... Et leur nombre ira grandissant, car le rideau se lève...

J.-P. K.

PARODIE ÉLECTORALE

LES premiers résultats connus sont conformes à ce que l'on pouvait attendre de ce scrutin et ne causeront, certes, nulle surprise.

Bornons-nous à rappeler quelques faits significatifs qui montrent qu'il s'est déroulé dans les mêmes conditions d'irrégularité et de pressions — morales ou physiques — que le référendum.

Le très gaulliste « Paris-Journal » du 27 novembre écrit :

« M. Quilici... rapportait par ouï-dire que, dans la nuit de lundi à mardi, 25 « chefs d'ilot » musulmans de la Ville Nouvelle auraient été arrêtés et détenus jusqu'au matin pour n'avoir pas assuré un auditoire suffisant à une réunion du général Miquel, tête de la liste du C.S.P. »

« De son côté, la Fédération socialiste d'Oranie, dont le candidat est M. Rabier, dénonçait les faits suivants : selon elle, mardi 25 novembre, des militaires du 2^e zouaves auraient rassemblé des musulmans dans une medersa (collège coranique) et leur auraient « donné l'ordre » de voter pour le général Miquel... »

Dans « Combat » du 28 novembre, J.-C. Vajou constate que « le choix portera plus sur des hommes que sur des programmes dont l'intégration est à quelques variantes près le thème essentiel » et que « l'influence d'homme à homme de l'armée, du toubib, de l'instituteur militaire (et J.-C. Vajou oublie sans doute celle des paras.- J.B.) peut se faire sentir et provoquer une participation plus importante ».

Dès vendredi soir, le correspondant d'« Associated Press » câble d'Alger :

« Il est évident que le rôle de l'armée est primordial dans ces élections. L'armée a, par la force des choses, une puissance électorale énorme et les listes qu'elle patronnerait ouvertement dans les villes ou le bled auraient toutes les chances de remporter la victoire. Mais l'armée a reçu l'ordre du général De Gaulle de rester neutre. Dans quelle mesure cet ordre a-t-il été respecté ? Il est certain que des officiers n'ont nulle part pris de position nette envers tel ou tel candidat, mais il est aussi certain que leur influence a joué, pour ne pas parler de pression... »

Et, s'agissant du vote dans les campagnes :

« Dans le défilé de Chifas, gardé par des half-tracks de l'armée, des musulmans voilés se groupaient au bureau de vote du camp de Chênes, tandis que des harkis veillaient aux alentours. C'est dans des camions militaires qu'avait lieu le vote, et beaucoup des électrices ignoraient encore exactement quoi faire de leur bulletin et de leur enveloppe... »

Mais il n'est pas inutile, semble-t-il, alors que la « grande presse » célèbre déjà la « victoire » remportée, de revenir sur quelques idées essentielles, sur quelques éléments indispensables à une analyse sérieuse du problème.

PREMIERE vérité d'évidence : ces « élections » ne peuvent en aucune manière régler le problème algérien qui demeure posé dans son intégralité, aujourd'hui comme hier.

Comment oser prétendre que de cette consultation entreprise dans un pays en guerre, sous le seul contrôle de l'armée, avec, dans la plupart des cas, des listes uniques, et alors que les partis représentatifs de l'opinion nationaliste — ou même libérale — en sont écartés, pourraient se dégager des interlocuteurs « valables » ?

D'autre part, le seul fait de proposer aux Algériens en lutte pour leur indépendance d'élire des députés à l'Assemblée nationale française pour discuter « du reste », comme dit De Gaulle, n'est-il pas en soi-même une insulte à leur combat et à leur souffrance ? N'est-ce pas refuser de



De la même façon que le 28 septembre...

reconnaître au départ les raisons mêmes de ce combat ? Singulière conception d'ailleurs que d'englober sous ce vocable — « le reste » — l'essentiel, c'est-à-dire la prise en considération des légitimes revendications du peuple algérien, la détermination de l'avenir de ce pays et de ses relations avec la France !

Il ne s'agit que de gagner du temps, de prolonger l'équivoque, tandis que derrière le rideau de fumée des promesses s'intensifie la guerre.

COMMENT le peuple algérien pourrait-il, au seuil d'une cinquième année de guerre, accorder le moindre crédit à cette parodie d'élections après les événements de ces derniers mois ?

Certes, la venue au pouvoir du général De Gaulle avait fait naître des espoirs, y compris dans certains milieux musulmans où l'on attendait la fin des promesses vaines, l'avènement d'une ère nouvelle pour l'Algérie.

Les discours successifs du président du Conseil, le « plan de Constantine » semblaient donner raison à ces attitudes.

Que recouvraient, que recouvrent encore de telles promesses ? Des écoles par centaines, des logements par milliers, le plein emploi ? Par quel miracle budgétaire, alors que les dépenses de guerre augmentent sans cesse, que le chômage et la crise se révèlent brutalement en métropole, que l'université française est dans une situation qui est la honte de notre pays ?

La paix promise, la trop fameuse « paix des braves », tremplin électoral du référendum, la « solution libérale et hardie », qu'en est-il en réalité ? Rendez vos armes, rentrez chez vous. Après, nous ferons le « reste » avec les représentants que vous avez élus.

Mais quel crédit accorder à ces 71 représentants des hommes du 13 mai ? Même si l'Algérie avait pu élire normalement, loyalement des députés, ces derniers seraient les prisonniers d'une Assemblée dont la composition est celle que l'on sait.

Représentants du peuple algérien, ceux qui au long de la campagne ont proclamé avec un ensemble parfait leur volonté d'« intégration » assortie de quelques nuances de pure forme, ainsi que le souligne — non sans contentement — la presse gouvernementale ?

Représentant du peuple algérien, M. Lauriol, qui s'élève avec violence contre la mise en liberté surveillée du lieutenant Rahmani ou comme M. Faivre qui souhaite voir « fusiller Ben Bella » ?

Une fois encore, le peuple algérien a acquis la conviction qu'il était dupé, que rien n'était changé.

CETTE amertume, le directeur de l'action sociale à Tizi-Ouzou, M. Omar Oucherie, qui songeait à faire acte de candidature et se résigna à y renoncer, l'exprime dans une tribune libre du Monde (1) :

« Personne n'a le droit de laisser escroquer une représentation. Eviter à tout prix que les Algériens ne puissent dire : « Rien n'a changé ». Passe encore de perdre la vie, mais pas le sens moral. Il faut que les Algériens se sentent respectés... »

« Un puissant espoir a sauvé le pays avec l'arrivée au pouvoir du général De Gaulle, et cet amour meurtri pour la France a brillé au fond du cœur de bien des Algériens. Hélas ! une distance immense sépare les espoirs de la réalité, les paroles de Paris et les actes en Algérie. Ici, c'est la contrainte, l'insécurité, les emprisonnements, les deuils en plus grand nombre qu'on n'a jamais pu l'avouer officiellement... Il faut qu'éclate la vérité : on ne bâtit pas dans le mensonge et l'escroquerie morale. Nous voulons avoir confiance, mais comment ? L'humiliation est inscrite dans notre chair, toutes nos fibres, et cela continue. Toujours les mêmes bâts et matés. Comment se taire ? Comment parler ? »

« Non, ce n'est pas par lâcheté, ou par manque de bonne volonté, que des hommes n'ont pas répondu à l'appel du général De Gaulle. Le terrassement n'était pas fait, encore moins les fondations valables pour édifier une construction solide... »

Et le correspondant du Figaro à Constantine, Gérard Marin, reconnaît (numéro du 28-11-58) que « les populations (de Kabylie) qui touchent le fond de la lassitude après quatre ans de misère, de deuils, d'exactions rebelles et d'opérations militaires, doutent parfois de la voir (la paix. — J.B.) renaitre un jour. D'où l'assez faible intérêt accordé à cette question électorale dont une partie de la masse musulmane et certaines élites — je l'ai déjà noté en Grande Kabylie — mettent en doute précisément les vertus « pacificatrices » (2). »

CE qui est certain, c'est que la démonstration est faite, une fois encore que toute guerre coloniale porte en elle les germes du fascisme et de la dictature. La présence du bloc des 71 à l'Assemblée nationale française viendra renforcer la majorité nettement fasciste portée au pouvoir par le scrutin du 30 novembre.

Les hommes de Massu seront là pour peser de tout leur poids, pour dicter au peuple français les conditions des émeutiers du 13 mai, pour tenter de mater la métropole comme ils ont étouffé la liberté en Algérie.

Jean BENECH.

suite page 6

(1) « Kabyle, je m'interroge », Le Monde, 28-11-58.

(2) Les premiers chiffres connus montrent, en effet, que le pourcentage des abstentions, s'il n'est que de 20 à 30 % dans les zones étroitement contrôlées par l'armée, atteint 80 % dans la région de Souk-Ahras, 80 % dans celle de Sedata et même 90 % dans la circonscription de Troubia (Sud-Constantinois).

pour intensifier la guerre et engager plus avant le pays dans la voie de l'aventure.

Ce n'est pas là le moindre aspect du problème et le moindre résultat de la parodie des élections algériennes.

TELS sont les faits ; nulle dérobade, nulle acrobatie verbale ne peuvent rien y changer.

L'absence de candidats musulmans, le désintéressement total de la population musulmane pour ce qu'elle considère à juste titre comme une comédie montrent l'impossibilité d'une solution à la Bao Dai.

La victoire militaire est tout aussi improbable, alors qu'à l'orée d'une cinquième année de guerre, malgré la présence constante d'un demi-million d'hommes parfaitement équipés, la brutalité de la répression, la « mise en condition » de la population, nul avantage décisif n'est acquis.

La seule voie possible, c'est celle que nous n'avons, avec des millions de Français sous des formes différentes, cessé de préconiser : la négociation sans exclusive, prenant en considération les aspirations du peuple algérien comme les intérêts européens.

La reconnaissance des droits des peuples tunisien et marocain a permis d'arrêter la guerre et d'établir avec ces pays des relations d'amitié librement consenties que seule la poursuite et l'intensification de la guerre en Algérie remettent en cause aujourd'hui et risquent de briser.

Le refus de comprendre qu'une page de l'Histoire du monde est définitivement tournée, que le mouvement de libération des peuples, hier dépendants, est irréversible, ne peut mener qu'à l'aventure.

Hier, au Viet-Nam, comme aujourd'hui en Afrique du Nord, les faits montrent clairement où sont les « liquidateurs » des intérêts nationaux, à quelles aberrations mène le chauvinisme colonialiste.

Le peuple algérien n'a cessé d'affirmer sa volonté d'amitié et de coopération dans la dignité et l'égalité avec la France, que ce soit par la voix de ses dirigeants comme dans les déclarations, d'hommes qui croyaient encore possible de « jouer le jeu », tel M. Oucherie qui écrivait dans l'article déjà cité :

« Non, mes frères ne haïssent pas la France et ne la rejettent pas en bloc. Il s'agit de reconquérir une dignité bafouée et de traiter d'égal à égal avec le maître d'hier en même temps que l'adversaire forcé d'aujourd'hui. »

Ce n'est, certes, pas l'entrée en masse à l'Assemblée des représentants de la pire réaction et du 13 mai, les Lagallarde, Neuwirth, Arrighi, Delbecque et autres colonels Thomazo qui infléchira la politique gouvernementale vers la seule issue possible en Algérie : la négociation.

Aujourd'hui, plus encore qu'hier, il appartient à chaque communiste de faire des efforts surhumains pour unir toutes les forces saines de la nation contre l'aventure colonialiste et la menace fasciste.

J. B.

ABONNÉS ATTENTION !

Les abonnés dont l'abonnement arrive à expiration le 15 décembre trouveront une annotation en rouge sur leur bande d'envoi. Afin de faire réaliser une économie au journal, nous recommandons de renouveler l'abonnement sans attendre une lettre de rappel.

MERCI D'AVANCE !

S. F. I. O.

Nous allons gagner, nous, les socialistes.

(Guy Mollet à la Télévision le 18 novembre 1958)

LE bilan du deuxième tour des élections législatives se solde pour la S.F.I.O. par une représentation parlementaire de 40 sièges. Le seul scrutin qui puisse valablement refléter les aspirations du corps électoral lui aurait donné, en considérant le nombre de voix recueillies par le Parti Socialiste et le nombre de sièges à pourvoir dans cette assemblée, exactement 72 sièges. Ainsi, la représentation parlementaire de l'électorat socialiste se trouve frustrée de 32 sièges, réduite à près de la moitié de ce qui lui revenait de droit.

LA PEAU DE L'OURS.

En lui-même le résultat se passerait de commentaires. Il n'est pas sans intérêt cependant de noter que les quarante députés socialistes élus proviennent de 22 départements de la France métropolitaine qui en compte quatre-vingt-dix.

Près du tiers de ces quarante élus — douze — détiennent leur mandat du corps électoral de deux départements seulement : le Nord et le Pas-de-Calais.

Deux dimanches électoraux auront donc eu raison de l'optimisme irraisonné du secrétaire général du Parti Socialiste S.F.I.O. Le Congrès extraordinaire de la S.F.I.O. se place devant une réalité amère : pertes de voix par rapport au scrutin du 2 janvier 1956 et réduction sensible du groupe parlementaire. La disparition de parlementaires socialistes dans des départements entiers ne réjouira pas les directions fédérales de la S.F.I.O. On sait ce que représente un parlementaire dans un département pour l'activité du Parti Socialiste loin de posséder des bases organisées dans chaque commune du pays.

Parmi les vaincus du deuxième tour figurent des dirigeants socialistes notoires, soit qu'ils siègent au Comité ou au Bureau directeur, soit qu'ils jouèrent un rôle de premier plan, ces dernières années, dans les affaires gouvernementales. Jules Moch, dans l'Hérault, perd son siège de député ; Paul Ramadier, dans l'Aveyron connaît le même sort. A Marseille — pour ne citer que ces trois exemples — Gaston Defferre médite les inconvénients d'un reniement proche et d'un ralliement spectaculaire aux hommes du 13 mai.

L'examen des chiffres montre encore que l'élection de Guy Mollet, à Arras, fut obtenue de justesse. Longtemps dans la journée il avait cru lui-même à son échec.

De ce qui précède se dégage une première conclusion. Le scrutin d'arrondissement, prôné par Guy Mollet fut présenté au 50^e Congrès de la S.F.I.O., le congrès des souverains abandonnés, comme l'arme la plus efficace contre les communistes. Il devait permettre le plus sûrement, au Parti Socialiste, de se partager les dépouilles mortelles du Parti Communiste. Mais le scrutin des « mares stagnantes » tel que Jaurès le qualifiait fut aussi fatal au Parti Socialiste. Encore que, dans une moindre mesure, parce qu'il était dirigé essentiellement contre le Parti Communiste et surtout parce que la S.F.I.O. scella des alliances avec la réaction.

Il ne faut donc pas s'en tenir au mode de scrutin mais pousser l'analyse plus avant.

LES CAUSES DE L'ECHEC SOCIALISTE

Les faits sont têtus, dit-on. Qu'on le veuille ou non, le Parti Socialiste qui faisait, hier, figure de vainqueur, sort battu de la consultation électo-

La trahison ne paie pas

rale. Les pronostics les plus divers, y compris ceux de Guy Mollet ne se réalisèrent point. Celui-ci, avec une feinte modestie, répondait aux journalistes qui lui « donnaient » 120 ou 140 sièges : « Peut-être pas, mais... »

Il s'agit donc d'un échec. Et il ne nous réjouit guère, car on ne peut que regretter tout affaiblissement des forces de gauche quand bien même les dirigeants socialistes en portent la responsabilité première. René Naegelen, dans « Le Populaire », s'en tire d'une pirouette : « Certes, écrit-il, sur le plan sentimental, nos pertes nous sont cruelles. »

Il est bien temps de pleurer comme si verser des larmes convenait à la situation ! Comme il est malséant de se « réjouir du grand commencement de la démystification communiste ». Ces propos sortent de la bouche du directeur du « Populaire ». Cela est si malséant que dans le même article, René Naegelen écrit : « Rappelons que de M. Duchet, du Centre National des Indépendants, aux pires des « activistes », le socialisme était LUI AUSSI (souligné par nous. — R. B.) l'ennemi à abattre. »

« Lui aussi » ? Il y avait donc d'autres ennemis à abattre ? Et pour qui, s'il vous plaît ? Pour les fascistes ? Ainsi, René Naegelen reconnaît, assez tard, mais cela vaut mieux encore que jamais, que la réaction et le fascisme ne bornent pas leurs coups aux communistes. Après eux, les socialistes en pâtissent puis tous les républi-

Bien qu'entre les deux tours des élections un nombre important d'électeurs se soient ressaisis il reste qu'en de nombreuses circonscriptions, malheureusement, des électeurs socialistes nourris d'anticommunisme préférèrent ou s'abstinèrent ou votèrent réactionnaire contre « l'ennemi à abattre ».

La ligne politique générale suivie avec constance par Guy Mollet — en cette matière il ne se renie guère — l'a mené tout naturellement à faciliter l'accession de De Gaulle au pouvoir. Après six mois de pouvoirs autoritaires et de régression sociale et politique, dira-t-il encore : « J'avais raison » ?

La défaite de la S.F.I.O. s'inscrit dans le cadre plus général d'une aggravation des périls encourus par la démocratie, par les travailleurs, par le pays pour son avenir immédiat. La gauche ne sort point victorieuse de cette consultation électorale. Mais demeure combien réjouissant le fait que près de quatre millions d'électeurs et électrices aient voté communiste au premier tour, qu'entre le premier et second tour, cinq cent mille électeurs supplémentaires aient reporté leurs suffrages sur les candidats du Parti Communiste et ceux qu'il soutenait !

Il est plaisant de souligner au passage que René Naegelen, spécialiste des articles embrouillés, écrive dans « Le Populaire » : « La gauche en France est, ou était, constituée par trois grandes formations : le parti



cains et les démocrates car le fascisme ne peut tolérer une opposition quelconque à ses menées dictatoriales.

La S.F.I.O. perd donc du terrain en raison même du mode électoral qu'elle a réintroduit en France et ce n'est pas là un de ses moindres reniements doctrinaires. Mais elle en perd avant tout en raison de sa politique néfaste.

En professant un anticommunisme virulent d'une manière ininterrompue depuis près de douze années, Guy Mollet et ses partisans ont empêché l'unité ouvrière et l'union des forces démocratiques de se réaliser. Mieux, ils ont brisé à peine éclos les premiers germes de l'unité retrouvée. N'ont-ils pas ainsi désorienté les travailleurs ? N'ont-ils pas ainsi provoqué, puis consacré la division des forces républicaines ? Et si le référendum de septembre, puis l'audience de l'U.N.R., le 23 novembre, ont permis de constater un fléchissement certain, et généralement admis, du sens républicain dans les masses profondes du pays, la politique anti-unitaire de la S.F.I.O. en est à l'origine.

socialiste, le parti communiste et le rassemblement radical... ». Il n'avait pas hésité à débiter son article ainsi : « ... La quasi-unanimité des électeurs communistes sont, indiscutablement, des gens de gauche. »

Gare au rappel à l'ordre de Guy Mollet ! Mais aura-t-il la force de rappeler à l'ordre le directeur de l'organe central de la S.F.I.O. ? Aura-t-il, Guy Mollet, la possibilité de détourner longtemps encore le désarroi des militants de base à l'aide et au profit de l'anticommunisme ?

Grave serait le retard des communistes à se livrer aujourd'hui à un patient travail d'éclaircissement des esprits chez les travailleurs socialistes pour faire lever en eux le réflexe républicain jusqu'au puissant sursaut indispensable.

CITRON PRESSE

Avant le scrutin, Guy Mollet parlait quelque peu de « l'opposition cons-

René BÉNHAMOU.

suite page 20

FACE A LA REACTION FASCISTE

COMMENT qualifier un régime politique qui refuse à la classe ouvrière sa juste représentation à l'Assemblée nationale, même si celle-ci n'a plus les prérogatives d'une institution véritablement démocratique ?

Une situation politique nouvelle s'est créée en France dont les épisodes les plus marquants furent la rébellion d'Alger, la prise du pouvoir par le général De Gaulle, le référendum sur les problèmes constitutionnels et les élections législatives des 23 et 30 novembre.

Les dés sont jetés. Ils étaient pipés. Et une Assemblée nationale sur mesure est sortie des urnes à l'image d'une fausse République qui a cristallisé en très peu de temps les signes avant-coureurs du fascisme.



M. THIERS disait, en 1872 : « La République sera conservatrice ou ne sera pas. »

Les créateurs de la V^e République ont dépassé leurs espérances.

Ils ont édifié un régime d'arbitraire dont les premiers effets furent d'accorder au Parti Communiste Français, qui a recueilli 18,9 % des voix au premier tour et 20,76 % au second, seulement dix sièges, alors qu'il aurait dû en avoir 88.

Tandis que le parti fasciste de Soustelle, l'UNR, rafle 188 sièges, ayant obtenu respectivement 17,6 % et 26,47 %, ce qui lui donnait droit seulement à 82 députés.

Elle est vraiment « introuvable » cette Chambre où près de 4 millions d'électeurs communistes ne sont représentés que par dix députés contre treize aux 362.784 électeurs radicaux !

Ainsi les premières manifestations publiques du nouveau régime autoritaire et présidentiel furent de scandaleuses escroqueries.

Le « quadrillage » électoral a fonctionné à merveille, au profit de la majorité réactionnaire et fasciste dont le seul programme a été jusqu'ici la fidélité affichée à la personne du général De Gaulle.

L'analyse des résultats électoraux et l'immense responsabilité du parti socialiste de Guy Mollet font l'objet d'études particulières dans ce journal pour qu'il soit besoin d'y revenir.



QUAND la souveraineté populaire n'est plus respectée et qu'elle s'incarne quasi exclusivement dans un conglomerat social déterminé par les diverses fractions gaullistes fusionnées

pour former l'U.N.R. ; quand le principe représentatif est violé par un scrutin inique, il y a alors une dégradation évidente de la démocratie. C'est le drame que nous vivons actuellement en France.

Les activistes du 13 mai à Alger et dans la métropole entrent en masse dans la nouvelle Assemblée nationale.

Et les affirmations de principe à apparence démocratique, multipliées par De Gaulle, Guy Mollet, Antoine Pinay, etc., sont maintenant démenties par des tactiques électorales fascistes : quadrillage du pays en circonscriptions taillées sur pièces, monopole des moyens d'information qui exercent une puissante action psychologique, retour aux « élections à l'Algérienne » de triste mémoire en Algérie, etc.

Le danger réactionnaire et fasciste prend également forme dans cette marée d'ultra-colonialistes et chauvinistes qui constituent presque la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

C'est le propre des aventuriers de se présenter comme les seuls dépositaires de la vérité nationale.

Et de ce fait, l'histoire du drame algérien a montré que les ultras sont les ennemis les plus acharnés de la solution pacifique.



LA nébuleuse qu'est l'UNR, autour de quel astre gravitera-t-elle demain dans le ciel politique ?

De toute part, on presse le parti de Soustelle de faire connaître son programme politique, d'indiquer ses positions économiques, sociales et internationales, puisqu'il devra être un « parti de gouvernement ».

Etant donné que l'UNR est composée de groupements gaullistes qui comprennent des fidèles du général De Gaulle, des ralliés de la dernière heure, mais venant de l'extrême droite et des éléments disparates émergeant du complot d'Alger, du poujadisme et d'autres formations réactionnaires, la question qui est généralement posée par la presse est : qui de ces éléments politiques triomphera demain ?

Le fait de poser cette question suppose par lui-même qu'on n'exclut pas des heurts et des divergences possibles au sein de l'UNR.

Quoi qu'il en soit, et sans préjuger de l'avenir, l'UNR et les Indépendants de Pinay constituent une majorité écrasante dont l'existence est pleine de dangers, puisque la gauche, qui a recueilli la moitié des suffrages exprimés, n'a pas le cinquième des élus.

« L'épopée du pétrole saharien », selon l'expression de Paris-Presses, sera relancée par De Gaulle au cours de son voyage en Algérie.

La Chambre aura une majorité fasciste, liée aux forces les plus colonialistes et les plus brutales du

capital financier. Elle n'est pas le reflet du pays et encore moins du désir de renouveau exprimé par le peuple.



LE Parti Communiste Français a souligné à maintes reprises qu'il est faux d'affirmer que nous ayons à choisir entre la paix en Algérie et le renoncement aux libertés républicaines. Il appelle à continuer le combat en même temps pour la paix et pour les libertés.

Malgré la formidable machine à « laminer » les communistes, ils restent le premier parti de France avec près de quatre millions de voix. Ce parti apparaît aux yeux du peuple comme la principale force d'opposition aux aventures, le rempart de la démocratie.

La combativité des militants communistes leur a assuré au second tour un gain de 426.000 voix dans 268 circonscriptions où leurs candidats se sont maintenus.

Les centaines de milliers d'hommes et de femmes qui ont fait confiance au Parti Communiste préfigurent l'avenir politique de la France. Dès hier, et dès aujourd'hui, ils ont compris qu'il n'y a pas de miracle et que la bataille pour la paix, le pain, les libertés sera dure, mais portera ses fruits.

Les travailleurs ne peuvent pas se nourrir de slogans éculés sur « l'association capital-travail », l'une des pièces maîtresses du programme de la majorité réactionnaire et fascisante.

Le peuple ne saurait s'accommoder d'une politique extérieure qui sacrifie l'indépendance nationale aux monopoles américains et allemands, qui aggrave la tension internationale et la course aux armements atomiques.

« Même dans le cadre étriqué où les institutions représentatives vont jouer, de toute évidence, un rôle diminué, a dit Maurice Thorez au Comité Central du Parti Communiste à Ivry, le 10 octobre dernier, nous sommes décidés à mettre à profit toutes les possibilités de défendre les revendications des masses laborieuses, de défendre les libertés et la paix. »



IL est indubitable qu'aujourd'hui, après les élections législatives, les républicains, les démocrates devront tirer les leçons qui s'imposent et s'unir sans exclusive pour un redressement effectif de la situation, pour un renouveau véritable de la politique française.

L'importance et la signification des changements intervenus depuis quelques mois confirment le danger réactionnaire et fasciste, mais aussi l'urgence de l'union de tous les républicains.

Les communistes n'ont pas d'autre ambition que d'être les artisans les plus ardents du salut de la nation et des défenseurs des libertés fondamentales de la République.

Charles HAROCHE

Coup d'œil sur la presse hebdomadaire

Face à la montée du fascisme, illustrée par les 3.600.000 voix de l'U.N.R. de Soustelle, quelques hebdomadaires soulignent la nécessité absolue pour l'opinion républicaine de se ressaisir.

A CAUSE DE L'ANTICOMMUNISME

Jean-Jacques Servan-Schreiber conclut son article par une idée importante qu'il intitule : La leçon.

« On découvre que la marche vers la liberté, la justice, la responsabilité et la sagesse, ne peut pas être un mouvement automatique, seulement un inlassable et immense effort contre tous les instincts et toutes les peurs. Que cet effort ne peut s'accomplir que s'il est aidé, orienté, guidé à chaque instant par ceux qui ont la prétention et l'honneur de faire profession politique. Que si ceux-là, les politiciens, les leaders d'opinion, cessent de s'arc-bouter, sans relâche contre le flot des instincts, les dignes sautent. Que s'ils manquent à leur devoir quotidien d'informer, d'éclairer leurs conci-

toyens, de faire vivre la raison, la raison meurt à l'obscurantisme.

« Que le danger, le danger permanent, le danger fatal, est dans l'éternelle réaction contre les hommes de progrès et contre le progrès. **QUE L'ERREUR DRAMATIQUE DE LA GAUCHE DANS NOTRE PAYS DEPUIS LA LIBERATION A ETE D'OUBLIER CETTE REGLE ABSOLUE ET DE SE FIXER STUPIDEMENT SUR UN PRETENDU DANGER D'EXTREME-GAUCHE...** (souligné par nous). Que le progrès et la sagesse d'un peuple ne peuvent être que les fruits d'une lutte infiniment dure, et nécessairement quotidienne.

Devant la réalité qui a durement frappé la gauche et ouvert la voie à la droite colonialiste et fasciste, des réflexions se développent.

L'anticommunisme de cette droite n'a pas payé la gauche non communiste qui s'est laissée prendre au jeu. L'anticommunisme n'a-t-il pas eu comme effet la lourde défaite des hommes de gauche qui l'ont manié ?

NOTRE SALUT : L'UNION

Pour défendre l'avenir de la France, de sa grandeur, de nos libertés, quoi qu'il arrive, c'est à l'union qu'elle devra son salut.

François Mauriac, dans son Bloc-Notes de l'Express, le souligne à sa façon :

« Selon certains, le général De Gaulle en prenant le pouvoir aurait détruit la gauche française. Il n'a pris la barre, nous en sommes tous témoins, que parce qu'à gauche il ne subsistait que des fantômes de partis divisés contre eux-mêmes et qui ne s'accordaient que dans l'obstination à demeurer coupés des masses communistes... Mais, qu'est-ce qu'une gauche séparée du prolétariat ? Des paroles et des principes ! c'est beaucoup et ce n'est rien. »

POLITIQUE DE L'AUTRUCHE !

Le danger est donc là, dans la place. Chacun s'accorde à le dire et face au danger pouvons-nous suivre Mme Françoise Giroud qui

sans sa « Lettre » hebdomadaire conclut

« Le gros matou » — c'est ainsi qu'affectueusement ses amis le nomment (Soustelle) — va-t-il tout de suite sortir ses griffes ? Rien n'est moins certain. Alors on croira encore que ces choses-là n'arriveront pas. Et puis elles arriveront.

« Mais à quoi bon y penser ? « Nous n'avons que le présent à supporter. Ni le passé, ni l'avenir ne peuvent nous accabler, puisque l'un n'existe plus et que l'autre n'existe pas encore », professaient les stoïciens.

« Nous ne saurions trouver, pour l'heure, de meilleurs maîtres. »

Non, face au danger réactionnaire et fasciste, il ne s'agit pas de pratiquer la « politique de l'autruche » mais de tirer toutes les conclusions de nos échecs : Repousser l'anticommunisme, base même de la division, des échecs graves des forces républicaines, bâtir leur union la plus large avec les communistes. C'est l'œuvre à laquelle nous devons nous atteler tous sans exception, sans exclusive.

LA PRESSE ÉTRANGÈRE APRÈS LES ÉLECTIONS FRANÇAISES

ÉTATS-UNIS

L'équilibre est rompu

par Arthur Wilkie
(Notre correspondant particulier.)

WASHINGTON, 1er décembre. — Les résultats des élections sont à peine connus et la majorité des commentateurs s'interrogent encore sur la future composition politique et sociale de la nouvelle Assemblée nationale. Leurs pronostics, dès le premier tour, confirment les résultats du second round et cependant ce qui caractérise l'opinion moyenne américaine est incontestablement une inquiétude non dissimulée devant les succès du parti de M. Soustelle.

LE FASCISME COLONIAL

La nouvelle majorité parlementaire, acquise au mythe de « l'Algérie française », fait craindre une extension du chauvinisme et une détérioration des relations occidentales avec le monde arabe.

Dans les cercles gouvernementaux des États-Unis, bien que l'on affiche une certaine satisfaction du fait de la réduction du groupe parlementaire communiste, on n'en pense pas moins que la victoire gaulliste, par le truchement de l'U.N.R., constitue un succès personnel pour De Gaulle, mais ne contribue pas à clarifier la politique nord-africaine de la France.

Or, cette politique tarde à manifester ses effets sinon par des élections non représentatives en Algérie, pendant que la guerre continue sur place et que le Maghreb entre dans une phase de crise qui inquiète la diplomatie américaine. L'entrée massive des députés

U.N.R. et de 71 députés « algériens » au Parlement n'aura pas la vertu de modifier un équilibre intérieur en France qu'on considère comme rompu, en faveur d'aventuriers qui n'auraient pas connu de victoire, s'ils n'avaient pas dissimulé leur politique, sous le parapluie bienveillant de De Gaulle.

Pour les journaux du parti républicain, comme pour ceux du parti démocrate, l'U. N. R. de Soustelle, c'est bien le fascisme colonial qui risque de déborder la vie politique française.

Son anticommunisme plaît, mais ses ambitions coloniales, si elles étaient maintenues dans leur intégralité, contrarieraient la politique du Département d'Etat qui, faisant le bilan de ses déboires au Moyen-Orient, est à la recherche d'une solution de rechange dans le monde arabe.

L'Algérie ne saurait être exclue de cette solution. Elle pourrait, à l'occasion, être le pivot d'une initiative — diplomatique et pétrolière — qui ne correspondrait pas nécessairement aux vues politiques des chefs de file de l'U.N.R.

C'est pour cela que certains commentateurs avancent l'idée que De Gaulle pourrait ne pas « contrôler ses gaullistes » et regretter l'affaiblissement de l'opposition modérée et le recul de la S.F.I.O., l'un et l'autre jugés plus sensibles aux fluctuations de la politique pendulaire américaine. Celle-ci n'hésite pas à s'engager et à faire intervenir la VI^e Flotte en Méditerranée, mais elle ne néglige pas pour autant un arrangement avec la fraction arabe qui sollicite une aide économique et militaire. Les dernières « sorties » de Bourguiba, qui menace de demander des armes aux pays de l'Est, ont exposé par trop dangereusement la politique américaine qui l'eût été beaucoup moins si la guerre d'Algérie et ses rebondissements n'obligeaient le président tunisien à des volte-face déroutantes.

REFUS DE LA STRATEGIE EN CHAMBRE

Sur un autre plan, les exigences atlantiques des gaullistes (avancées surtout pour avaliser une situation diplomatique de la France, disproportionnée à son potentiel véritable) risquent d'aboutir à un déséquilibre des puissances occidentales coalisées, en un moment où la stratégie américaine ne souffre pas d'être supplantée par une autre, fabriquée en chambre par des militaires qui n'ont fait leurs preuves jusqu'à maintenant que sur le terrain de la propagande psychologique en Algérie et en France.

L'horizon est incertain pour l'opinion américaine et les élections françaises confirment l'inquiétude, d'autant plus que le nationalisme des partis de droite, manœuvrant tant qu'il peut pour se faire passer pour ce qu'il n'est pas, embrouille les problèmes internationaux déjà par eux-mêmes suffisamment compliqués.

a un régime électoral qui, par le scrutin majoritaire uninominal à un seul tour, fait pencher la balance tantôt vers les « Tories » (conservateurs), tantôt vers le « Labour » (parti travailliste). Les libéraux notamment — et dans une certaine mesure également les communistes — en ont subi les effets iniques. C'est ainsi qu'en 1950, alors qu'ils avaient obtenu 2.634.000 voix, les libéraux ne virent s'attribuer que neuf sièges.

Qu'on ait attribué 10 sièges au Parti Communiste Français qui a recueilli près de 4 millions de voix, cela ne surprend guère les spécialistes électoraux anglais, bien que la presse conservatrice fasse chorus avec la majorité des journaux réactionnaires français pour souligner le recul des communistes, sans se priver d'ailleurs de noter que ces journaux, tout autant que les élections, ne reflètent en rien les tendances véritables de l'opinion en France.

LE R.P.F. RENAIT DE SES CENDRES

Le paradoxe n'est qu'apparent, si l'on veut bien retenir l'extrême prudence manifestée généralement par les observateurs anglais à l'égard de l'évolution de la France, depuis le 13 mai et le putsch d'Alger.

On y voit le prolongement logique dans les résultats du référendum du 28 septembre et dans ceux des élections législatives.

Mais la plus grande réserve est maintenue quant au renouvellement brutal du personnel politique et à la disparition de figures traditionnelles de la IV^e République.

En Grande-Bretagne, on est attaché aux traditions et les bou-

suite page 19

Gde-BRETAGNE

Le souvenir de Louis XVIII et le libre échange

par Réginald Alsinfeld.

notre correspondant particulier

LONDRES, 1er décembre. — Les disproportions entre le nombre de voix recueillies par les partis politiques français, en compétition aux élections législatives, et le nombre d'élus dont ils disposent après le second tour de scrutin n'étonnent pas outre mesure les milieux de Westminster. La Grande-Bretagne

SALAIRES, PRIX ET POUVOIR D'ACHAT

La parution récente de diverses statistiques officielles nous permet de faire le point sur l'évolution du pouvoir d'achat ouvrier depuis juillet 1957, c'est-à-dire depuis la mise en route des nouveaux indices de prix (169 et 250 articles) qui, tout en étant très contestables, sont tout de même jusqu'à présent plus véridiques que le trop fameux indice des 213 articles. De plus, cette date de juillet 1957 ayant servi de base nouvelle de départ du S.M.I.G. constitue une référence valable.

Or, depuis juillet 1957, les statistiques officielles (ministère du Travail) montrent une augmentation de 13,70 % de l'indice général des taux de salaires horaires. Cette augmentation s'est faite à un rythme inégal : 6,55 % seulement depuis le 1er janvier 1958, dont 2 % seulement au cours du deuxième trimestre 1958 et 0,8 % à peine au cours du troisième trimestre.

Pendant toute cette période, les prix, eux, n'ont cessé d'augmenter plus rapidement que les salaires. L'indice officiel des 250 articles est ainsi passé de 102,2, en juillet 1957, à 121 en octobre 1958, soit une augmentation de près de 19 % traduisant une diminution de 5 % du pouvoir d'achat des salaires horaires.

En réalité, l'augmentation des prix est bien supérieure à 19 % : dans l'indice des 250 articles, le montant des dépenses alimentaires dépasse à peine 50 % du total des dépenses, alors que, dans la vie quotidienne, il se situe entre 60 et 70 % pour la plupart des familles ouvrières. Comme l'indice des 250 articles fait état d'une augmentation de 25 % des dépenses alimentaires (et de 33 % pour les fruits et légumes) depuis juillet 1957, nous voyons que si cet indice faisait une place plus grande à ces dépenses, la hausse globale du coût de la vie qu'il ferait apparaître serait sensiblement supérieure.

MAIS, à notre avis, ce serait une erreur de mesurer désormais la diminution du pouvoir d'achat en nous contentant de comparer mécaniquement les seuls indices de prix et de salaires. Car, si les salaires horaires ont augmenté de 13,70 % en un an et demi, les prestations familiales, elles, n'ont été majorées que de 5 % et, surtout, la durée du travail n'a cessé — et ne cesse — de diminuer.

Compte tenu de ces divers éléments, on peut dire qu'en fait (toujours depuis juillet 1957) l'augmentation des « revenus mensuels nets des salariés » de la zone 0 n'atteint pas 11 % pour les ouvriers célibataires et elle est inférieure à 10 % pour les ouvriers ayant des enfants à charge. Ce qu'accentue encore, par conséquent, la baisse du pouvoir d'achat. Mais, de plus, la zone 0 (la seule pour laquelle nous possédions actuellement des statistiques), c'est-à-dire essentiellement Paris et la région parisienne, est, pour l'instant, beaucoup



Aux prises avec la réalité.

moins touchée que la province par la réduction de la durée de travail.

Dans les industries du textile, par exemple, qui se situent dans des régions où les abattements de zone sont les plus grands, la durée hebdomadaire du travail est passée, en moyenne, de 44 à 32 heures. Comme les heures au-dessus de la quarantième sont majorées de 25 %, cette chute de 44 à 32 heures se traduit donc par une diminution de 29 % des salaires. Si nous comparons maintenant cette diminution des salaires à la hausse du coût de la vie, même telle qu'elle apparaît dans l'indice des 250 articles (+ 19 %), nous aboutissons à une diminution du pouvoir d'achat de 40 % ! Bien entendu, il ne faut pas généraliser cet exemple : la tendance qu'il révèle est néanmoins significative et particulièrement inquiétante.

TELS sont les faits. La paupérisation des masses laborieuses, un moment masquée par les heures supplémentaires, apparaît désormais dans toute sa brutalité.

Mais les communistes ne peuvent se contenter de la morne satisfaction d'avoir eu raison avant et même contre les autres. Ils se doivent maintenant, avec patience, ténacité, et surtout confiance, d'œuvrer pour défendre concrètement (et pas seulement « en général ») les revendications quotidiennes des travailleurs, y compris les revendications les plus modestes en apparence mais qui sont, bien souvent, celles qui tiennent le plus à cœur à une grande partie de la classe ouvrière.

A. B.